

L'éducation populaire ici et là-bas

Les versants Nord et Sud de l'éducation populaire

Par Milena Merlino, Frères des Hommes

Dans le cadre de la Quinzaine Nord/Sud de novembre 2008, la commune d'Anderlecht, Frères des Hommes et Iteco¹ ont organisé ensemble une rencontre sur le rôle de l'éducation populaire. Cet événement a été l'occasion de réfléchir à l'évolution de ce secteur dans différents contextes et de se pencher sur le nouveau visage qu'il revêt au Nord, notamment en Belgique, sous la dénomination d'éducation permanente.

En déclarant « *On meurt de faim parce qu'on n'a pas pu être alphabétisé* », Paulo Freire, célèbre pédagogue² mettait en avant le rôle central l'éducation dans la défense des droits des populations opprimées. Evoluant dans le contexte de la dictature du Brésil, il considérait que son rôle d'éducateur était intimement lié à son engagement révolutionnaire et affirmait en conséquence : « *Je suis un éducateur parce que je suis révolutionnaire et je suis un révolutionnaire parce que je suis éducateur* ».

Concepteur d'une méthode permettant d'apprendre à lire et à écrire en 30 heures, l'apport de Paulo Freire aux populations ne s'est donc pas restreint à un simple exercice d'alphabétisation. Il s'agissait pour lui d'accompagner les apprenants dans une véritable relecture du monde, de leur société afin de les aider à endosser le rôle d'acteurs dans la lutte contre leur condition d'opprimés. Sa démarche concrétisait ainsi sa volonté profonde d'encourager l'autre à « devenir sujet », à changer le regard qu'il porte sur lui-même et sur la société. A partir de ce regard sur sa propre réalité, l'apprenant se transforme ainsi peu à peu en construisant des connaissances plus amples et plus collectives. Il développe progressivement une aptitude à exprimer un avis divergent et à dire « non » à l'injustice, tout simplement.

Education populaire au Guatemala

Cette rencontre anderlechtoise autour de l'éducation populaire a permis de souligner et rappeler la démarche fondamentale poursuivie par Paulo Freire. « *Contrairement à l'UNESCO qui reconnaît strictement le rôle d'éducateur de Paulo Freire, je pense qu'il est important de ne pas oublier la dimension révolutionnaire dont était imprégné son travail* », explique Manolo García, Coordinateur politique de Serjus, une ONG guatémaltèque³. Invité par Frères des Hommes afin de participer à diverses activités de sensibilisation et éducation au développement en Belgique, Manolo G. a témoigné, lors de cette soirée à Anderlecht, de l'expérience de Serjus en matière d'éducation populaire au Guatemala. Dans



Manolo García

¹ Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale

² Pédagogue brésilien (1921-1997), auteur de *Pédagogie des Opprimés*

³ Serjus (Services Juridiques et Sociaux) est une ONG guatémaltèque qui donne des conseils juridiques et organisationnels aux organisations communautaires afin qu'elles puissent développer des capacités de négociation avec les pouvoirs locaux, régionaux et nationaux.

le contexte ambiant d'un pays où une grande partie de la population (notamment indigène) subit un déni de ses droits fondamentaux, sa remarque relative à la dimension révolutionnaire a une résonance toute particulière. A son sens, les objectifs de mobilisation et de transformation de la société poursuivis par l'éducation populaire sont donc au premier plan afin de lutter contre la « déshumanisation » de la société. Et l'intervenant guatémaltèque de préciser : « *Paulo Freire a beaucoup parlé de la déshumanisation de l'humanité. Pour lui, c'est véritablement la logique du capital qui est à la source de l'oppression dans le monde et c'est donc contre elle qu'il faut lutter. L'éducation populaire est l'outil utilisé pour y parvenir et pour générer une force sociale transformatrice* ».

Ce concept de force sociale s'est élargi à l'heure actuelle et inclut maintenant tous les acteurs refusant un certain capitalisme déshumanisant. On dépasse donc amplement la sphère du prolétariat. Pour Manolo García, il est essentiel de combattre les contradictions et les oppositions entre les acteurs sociaux. Au contraire, l'union dans la diversité est capitale, avec la démarche de concertation et de dialogue qu'elle implique. C'est de cette manière que peut se construire une conscience sociale. « *Cette conscience, conclut l'intervenant guatémaltèque, c'est le fruit de l'esprit critique face à la réalité. L'éducation populaire est une action culturelle, certes, mais c'est aussi une action pédagogique dans le sens politique* ».

En Belgique, de l'éducation populaire à l'éducation permanente

L'éducation populaire obtient des subsides depuis 1921 dans notre pays. Elle s'était développée dans le sillage de l'industrialisation et des préoccupations autour des conditions de vie des ouvriers. C'est l'époque de la naissance des syndicats et des mutuelles. Il s'agissait donc clairement de former à la revendication dans le but recherché d'une transformation sociale.

C'est dans les années '70 qu'apparaît le terme « éducation permanente », une appellation qui permet d'élargir la définition du public auquel l'éducation populaire s'adressait traditionnellement, à savoir le milieu ouvrier. La dénomination moins restrictive d' « éducation permanente » reflète donc l'évolution d'une plus grande mixité sociale au sein des apprenants.

Le premier décret de 1976 traduit une belle intention démocratique puisqu'il officialise l'accord de l'Etat belge quant à l'incitation au développement d'un œil critique sur la société. Namur Corral, membre d'Iteco en Belgique, rappelle combien elle a été surprise, à son arrivée du Chili, de voir que l'Etat belge subventionnait sa propre critique sociale par les fonds qu'il allouait au secteur de l'éducation permanente. L'augmentation de subsides au secteur allait de pair avec une exigence de professionnalisation des acteurs qui bénéficiaient aussi d'une garantie de rémunération. Cette démarche extrêmement louable a effectivement de quoi étonner certains interlocuteurs du Sud. Si l'on peut s'en réjouir, il ne faut néanmoins pas oublier que cette mesure sous-entend également un contrôle plus important de l'Etat.

Les participants au débat relèvent de façon unanime les contradictions et les effets pervers induits par une certaine institutionnalisation. Dans plusieurs pays du Sud, comme au Guatemala, il apparaît que la composante politique de l'éducation populaire est préservée. Au nord, la démarche a évolué, avec ses avantages indéniables et ses inconvénients. Aujourd'hui, chez nous, on entre sans doute moins dans l'éducation permanente « par vocation » qu'auparavant...D'un outil de transformation, on évolue donc davantage vers un service social. N'y a-t-il donc pas danger pour l'éducation permanente d'y perdre son âme ? C'est en tout cas à partir de cette contradiction que l'éducation populaire devra cheminer et se renouveler en Belgique.

Comment l'éducation populaire donne un nouveau visage à la femme congolaise

Dans le Sud Kivu, à l'Est du Congo, l'APEF (Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin) se bat aux côtés des femmes afin qu'elles puissent développer des moyens de subsistance et défendre leurs droits. Son fil conducteur et outil de prédilection avec ce public très défavorisé : l'éducation populaire. Frères des Hommes a profité de la mission sur le terrain de la responsable du projet, Cecilia Díaz, pour recueillir les témoignages de Nunu Salufa, coordinatrice et animatrice, et Anny Ilunga Mujinga, chargée des animations au sein de l'association. Des propos éclairants sur les méthodes concrètes utilisées par l'éducation populaire et les fruits qu'elle peut apporter.

Cecilia Díaz, Frères des Hommes (C.D) : *Comment concevez-vous votre travail d'éducation populaire avec les femmes congolaises ?*

Anny Ilunga Mujinga (A.I.M) : En fait, notre objectif est que les femmes conscientisent les problèmes vécus et qu'à travers la sensibilisation, elles parviennent à changer, que les mentalités, les comportements puissent se transformer.

Nunu Salufa (N.S.) : Par ce changement des mentalités, nous voulons parvenir à une société équitable où hommes et femmes trouvent leur place sans qu'aucune partie ne soit lésée. Il faut dire que le contexte général est difficile, c'est celui d'une dégradation économique qui perdure depuis plus de 35 ans en raison de la mauvaise gestion du pays. Au règne de Mobutu ont succédé des conflits dans la région des Grands Lacs, des guerres à répétition.... Cette situation a entraîné une débâcle socio-économique qui a contraint la femme à trouver elle-même des moyens de subsistance pour la famille. L'APEF en accompagne ainsi 1800 rassemblées dans plus de 80 petites associations à l'heure actuelle à travers, entre autres, l'octroi de micro-crédits leur permettant de mettre sur pied des commerces, faire de l'élevage de poulets, de la savonnerie, etc.... Et aujourd'hui, ce sont elles qui pallient en grande partie aux besoins familiaux ou qui assument le paiement des frais scolaires des enfants, les soins de santé, les dépenses ménagères, la nourriture, etc...

C.D : *Quelle est votre approche ?*

N.S : Nous avons une approche participative, c'est-à-dire que quand nous rencontrons une communauté, nous cherchons d'abord à la connaître par le biais d'interviews. Ensuite, nous allons vers elle afin de nous imprégner des problèmes qu'elle vit. Ensemble, nous essayons de tracer des lignes directrices qui peuvent aider la femme à sortir de ses problèmes. En fait, nous nous intéressons plus spécifiquement à la femme car nous savons qu'à travers elle, c'est toute la communauté qui va bénéficier de l'information. La méthode participative est très exigeante pour les animateurs, mais c'est à notre sens la meilleure car elle permet que la personne se découvre et ensemble, nous pouvons essayer de trouver des solutions.

C. D : *Concrètement, comment procédez-vous pour transmettre l'information, pour inciter les femmes à participer ?*

N.S : Parfois, j'utilise des scénettes. A travers le théâtre et la mise en scène, la femme écoute, s'identifie aux personnages et tire des leçons de son vécu. Le message passe aisément. C'est une des meilleures façons de communiquer, surtout avec ces femmes qui sont pour la plupart accablées par les problèmes. Cette méthode permet de mieux capter leur attention et de faire passer des idées. Nous mettons donc en scène une histoire où l'on parle, par exemple, de la façon de bien gérer le micro-crédit, on aborde la question des « magouilles » aussi...

A.I.M. : Nous avons découvert que cette méthode favorise une meilleure compréhension chez la femme. C'est vrai, son esprit est souvent encombré de beaucoup de problèmes et elle ne peut pas tout mémoriser. Par le théâtre, elle apprend plus facilement. Les scènes lui rappellent parfois quelque chose qu'elle a vécu ou entendu.

N.S. : En plus des scénettes, nous organisons aussi des carrefours à travers lesquels les femmes peuvent se découvrir également. Par exemple, je prépare un questionnaire sur l'approvisionnement ou les produits à commercialiser. Les femmes travaillent alors en groupes et exposent ensuite le résultat de leurs échanges à la salle. Au moment de la mise en commun à laquelle tout le monde participe, j'essaie de faire des commentaires, des ajouts par rapport aux travaux réalisés par les femmes. C'est un espace de discussion où elles peuvent encore poser des questions. Voilà des méthodes qui font que les femmes mémorisent rapidement la matière.

A.I.M. : Les carrefours s'inscrivent également dans l'approche participative dans la mesure où l'on donne l'occasion à la femme de libérer son expression. Dans le carrefour, chacune est obligée de parler, d'apporter sa contribution au travail qui lui a été proposé en parlant de ce qu'elle connaît, de son expérience. Il y a des femmes qui n'ont pas le courage de témoigner en public, mais à travers ces petits travaux, les femmes parviennent à s'exprimer sans honte et clairement.

C.D. : ***Vous avez également proposé aux femmes de s'exprimer par le dessin...***

Annie : Oui, nous les avons invitées à illustrer, par exemple, le nom de leur association et ce que cela représentait pour elles. Certaines ont dessiné un arbre, expliquant que leur association était comme un arbre aux racines symbolisant la vie. Il nous est apparu clairement que le nom qu'elles donnaient aux associations n'était pas le fruit du hasard. Ainsi, pour représenter l'Apef, certaines avaient dessiné une poule. Les poussins représentaient alors les associations dépendant de l'Apef qui sont appelées à grandir et à prendre soin un jour de leurs futurs poussins. Nous travaillons aussi parfois avec d'autres ONG, comme avec l'association Uwaki. Avec elle, les femmes ont pu participer à un atelier de formation dans le cadre de la campagne « Nous pouvons ». En fait, cette campagne porte sur la violence faite aux femmes, les viols qu'elles subissent. L'expérience a commencé en Inde. Petit à petit, elle s'est étendue à 4 provinces de la République Démocratique du Congo (Kasaï, Nord et Sud Kivu ainsi que Kinshasa). Nous allons maintenant organiser une journée de campagne et y impliquer tout le monde, enfants, jeunes et vieux, pour mettre fin à ce fléau.

C.D. : ***Vous demandez également à la femme qu'elle restitue la formation qu'elle a suivie auprès des autres membres de l'association...***

A.I.M. : Effectivement, nous organisons ce que nous appelons une restitution guidée. La formation est donnée à un petit nombre de femmes et nous nous efforçons ensuite de les accompagner dans un exercice de restitution auprès du groupe élargi qui n'a pas eu la chance de participer au cours. C'est une façon de faire parvenir le message à tout le monde. Notre rôle est alors d'aider la femme qui a été à la formation en la complétant dans ce qu'elle n'a pas été capable de reformuler. La formation ne se limite donc pas à un groupe de personnes, mais ainsi fait tache d'huile et cela donne de bons résultats.

N.S. : Un engagement est en fait pris par ces femmes qui participent à la formation pour qu'elles en restituent le contenu auprès de leur groupe. C'est une des obligations que nous leur demandons de prendre. Elles ne peuvent faire cette restitution seules car parfois les matières sont ardues. Il faut qu'elles soient aidées et accompagnées lors de la transmission du message. Nous avons donc pour obligation à notre tour d'aider cette femme à transmettre

la formation aux autres. C'est la raison pour laquelle nous parlons de restitution guidée dans la mesure où la femme doit être guidée par la formatrice qui a participé à la formation. C'est une bonne méthode car nous ne pouvons pas convoquer aux formations les 1800 femmes qu'APEF encadre.

C.D. : *Quels sont les besoins auxquels vous tentez de répondre par cette méthode ?*

A.I.M. : Les besoins sont vraiment énormes. Les femmes demandent à être soutenues dans leurs multiples difficultés, elles veulent faire entendre leur voix et nous les conscientisons donc afin qu'elles puissent être représentées au travers des postes de décisions.

N.S. : Les femmes éprouvent le besoin d'harmonie dans les familles en terme de genre et il y a des milieux où cette harmonie n'existe pas. La masse de travail est considérable sur ce plan et nous pensons que l'APEF seule n'est pas en mesure de couvrir tous ces besoins. Parmi ceux-ci, nous remarquons que les femmes n'arrivent parfois pas à comprendre qu'elles sont exposées à beaucoup de maladies. Nous faisons donc de la sensibilisation sur cette question. N'osant se refuser à leur mari, certaines tombent enceintes et accouchent même parfois deux fois par an, ce qui est vraiment anormal lorsque l'on est dans un processus de survie. En effet, où trouvera-t-elle les revenus pour nourrir ses enfants ? Certains souffrent par conséquent de malnutrition. Un appui en terme de santé reproductive de la femme est indispensable dans la région. Nous tentons bien de contacter des organisations dans le secteur, mais elles sont peu nombreuses et ne parviennent pas toujours à répondre aux besoins d'animations.

C.D. : *Quelles sont les difficultés majeures que vous rencontrez ?*

N.S. : Les femmes ont parfois des difficultés à dégager du temps pour participer aux formations. En effet, leurs besoins nécessitent qu'elles s'occupent de leurs activités quotidiennes, de l'approvisionnement de leur famille, etc. La femme est en quête de survie, ne l'oublions pas. Par ailleurs, les outils de communication font défaut. Si nous voulons transmettre une information à une femme qui se trouve très loin de Bukavu, nous n'y parvenons pas toujours car il n'y a ni courrier électronique, ni radio... Les femmes des campagnes sont donc particulièrement isolées. Les intervenants dans la région sont également peu nombreux ou parfois, n'ont pas les moyens de travailler avec les populations. Ce manque de moyens limite également le suivi qui devrait être apporté à certaines actions. Nous nous trouvons également face à cette problématique lorsqu'une femme veut avoir un crédit important car l'APEF n'est pas toujours en mesure de le lui accorder. Comme les femmes sont nombreuses, nous cherchons à satisfaire au moins une partie des demandes, mais les autres restent en attente et parfois se découragent.

C.D. : *Mais il y a aussi les réussites, bien entendu...*

A.I.M. : Sans aucun doute. Ainsi, nous remarquons maintenant que les femmes sont davantage à l'avant-plan. Certaines gèrent même des petites unités de production. La méthode participative que nous utilisons a aussi encouragé beaucoup d'hommes à s'impliquer dans les activités de leurs épouses. Certains sont même disposés à faire de la sensibilisation sur la problématique du genre, que ce soit à travers des émissions de radio ou encore lors de rencontres avec d'autres hommes. Notre travail a également incité des femmes à insister pour régulariser leur mariage et ainsi faire valoir leurs droits au sein de la famille. Petit à petit, nous constatons que plus d'hommes et de femmes travaillent ensemble, que les barrières tombent. L'homme commence à découvrir que la femme est un partenaire incontournable et qu'ils doivent collaborer.

N.S. : Le rapprochement hommes/femmes se voit également par le fait que nous avons commencé à octroyer des crédits aux ménages (et donc plus seulement à la femme). Nous

savons que cela renforce le pouvoir de la femme au sein de la famille car si l'homme a obtenu ce crédit, il sait que c'est grâce à elle. Alors qu'au départ, le mari empêchait parfois son épouse de sortir, il l'encourage maintenant de plus en plus souvent à poursuivre son activité car il a compris les bénéfices que pouvait en tirer la famille. C'est ainsi que l'image de la femme évolue peu à peu... Et puis, la femme est maintenant persuadée qu'elle doit aussi se préoccuper de son avenir et notamment de sa pension. Elle apprend à gérer son argent en conséquence, en économisant pour ses vieux jours au lieu de compter sur ses enfants. C'est donc également son autonomie future qu'elle prépare de la sorte. Enfin, au terme de 12 années d'expérience sur le terrain, l'APEF commence à constater que certaines femmes sortent peu à peu de l'économie informelle pour passer dans l'économie formelle. C'est également une belle réussite. Notre apport est également reconnu au sein du CRONG (Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales) car l'APEF a permis l'émergence des activités de la femme dans la région. Concrètement, cela a contribué à améliorer la scolarisation des enfants et l'accès à l'université pour les jeunes. Sur la scène politique, les choses changent également. Prenons simplement l'exemple de Zita Kavungirwa, ancienne coordinatrice de l'APEF. Elle est maintenant devenue maire de Bukavu. Ceci traduit que la femme a aujourd'hui davantage de pouvoir, qu'elle est mieux reconnue, davantage en mesure de se défendre.

Paulo Freire, toujours d'actualité aujourd'hui pour l'alphabétisation⁴

Il y a 35 ans, André Chapotte rencontrait Paulo Freire lors d'une formation à Paris. Depuis, l'enseignement de celui qu'il ne connaissait auparavant que pour avoir lu sa 'Pédagogie des opprimés' ne l'a pas quitté. En 1984 à Namur, André contribue à mettre sur pied Alpha 5000 avec un comité de chômeurs pour développer un projet d'alphabétisation conscientisante. Dans la foulée, il participe activement au Conseil d'administration de Lire et Ecrire Namur et de Lire et Ecrire Communauté française. Et aujourd'hui encore, au sein du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, André continue à militer pour que les gens soient acteurs de leur vie, acteurs de changement...

Comment en êtes-vous arrivé à rencontrer Paulo Freire ? Et de quelle manière cette rencontre a été importante et déterminante pour vous ?

C'est en 1973 que j'ai rencontré Paulo Freire à Paris. J'avais lu son livre *Pédagogie des opprimés*. A ce moment-là, j'étais animateur de jeunes. C'étaient des jeunes de quartiers populaires et je me disais qu'il y avait peut-être dans ce que disait Paulo Freire quelque chose d'intéressant. Le deuxième aspect, c'est que ça rejoignait une de mes recherches personnelles. On était alors dans l'après 68 et je voulais contribuer à un changement de société. Je venais d'un milieu rural et mon père était quelqu'un qui se battait pour les petits fermiers et avec eux. C'est sûr, ça m'a influencé et je cherchais quelque chose qui puisse permettre aux gens de comprendre la réalité qui était la leur et d'en devenir acteurs. J'étais au fond au croisement d'un monde chrétien qui contestait l'institution et de mouvements qui mettaient en cause la société. Et puis, par ailleurs, j'étais en contact avec des groupes d'enseignants qui, s'inspirant de Rogers, pensaient que l'éducation devait être une forme d'autogestion. Je me suis donc renseigné et j'ai su que Paulo Freire venait à Paris à l'*Institut*

⁴ Extrait de l'article publié sous le même nom dans le Journal de l'Alpha, n°163, avril 2008, pp.8-14

œcuménique au service du développement des peuples (INODEP). Il y donnait une formation où il livrait son expérience, les changements qu'il avait observés et les lignes essentielles de son engagement. Ça m'a beaucoup intéressé et les trois années qui ont suivi, je suis parti en Bolivie comme responsable d'un projet de développement dans les Hauts Plateaux. On travaillait avec les petits paysans sur trois thèmes : la santé, l'éducation de la femme et l'agriculture. Nous étions une équipe d'une douzaine de personnes qui avons tenté de travailler dans la perspective de Paulo Freire. Pour l'éducation à la santé par exemple, on formait des 'promotores campesinos'. C'étaient des personnes qui étaient élues par leur communauté pour participer à la promotion de toute une zone rurale. Dans cette formation, on parlait de la réalité des gens, on en faisait avec eux l'analyse et ils devenaient acteurs pour tenter de changer cette réalité. On a ainsi réussi à faire baisser de 50% le taux de mortalité chez les femmes sur toute la zone. Nous ne nous limitons cependant pas à donner des outils et des moyens aux paysans pour s'organiser ensemble ; il y avait aussi tout un travail de revendication politique pour le droit à la santé qui se faisait parallèlement.

[...]

Qu'est-ce qui pour vous est essentiel dans l'enseignement de Paulo Freire, d'un point de vue politique et pédagogique ?

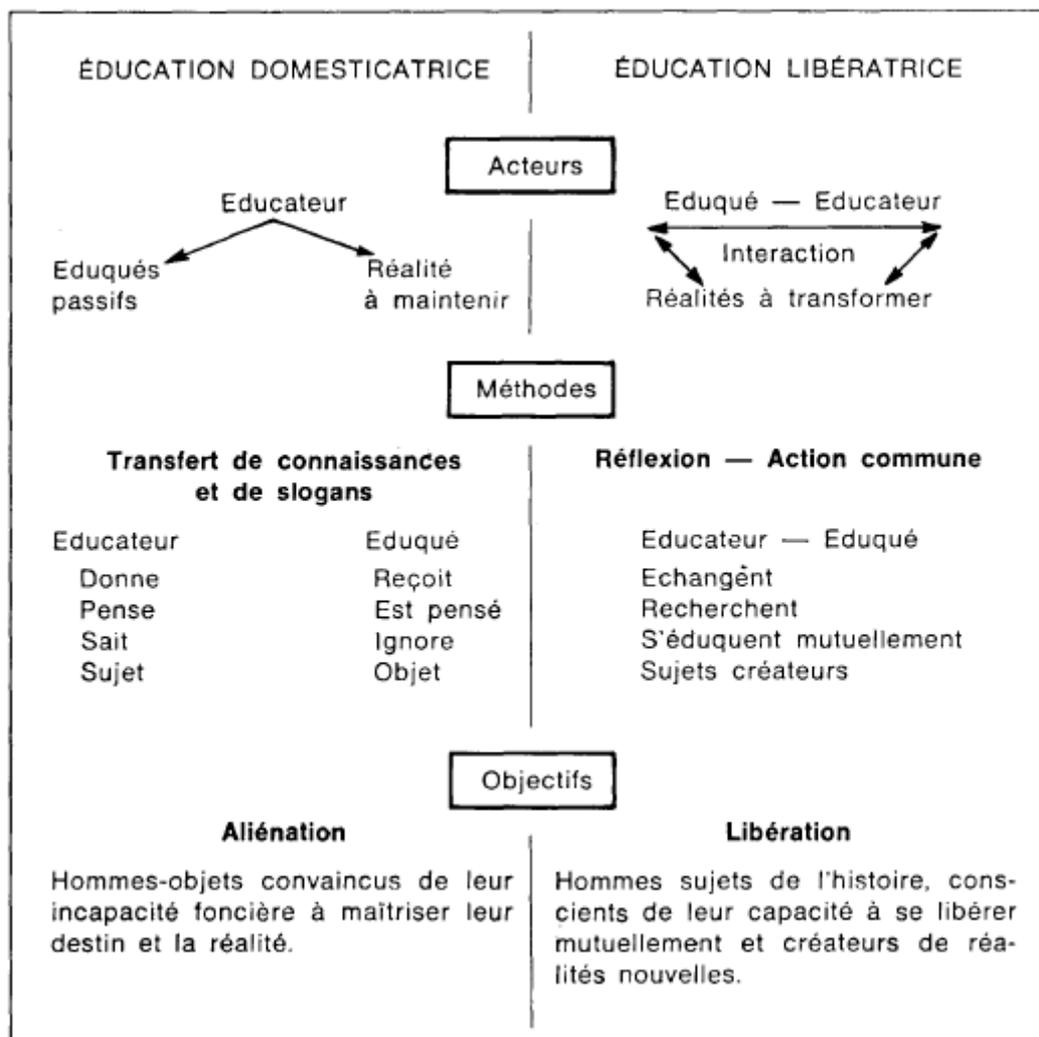
Je dirais d'abord que Paulo Freire définit l'éducation comme la principale expérience dialectique de libération de l'homme par l'homme qui ne peut être accomplie que dans un dialogue critique mené ensemble. C'est quelque chose d'assez fort. Comme il le disait lui-même : la conscientisation n'est pas ma propriété et ne le sera pas ; elle est entre nos mains comme instrument de révolution culturelle. Je crois que c'est assez fondamental et si j'interviens encore maintenant à certains endroits, c'est bien dans l'optique de cette révolution culturelle. On sent bien aujourd'hui que l'individu, souvent considéré comme objet de la société de consommation, attend une libération. Il faut le libérer de ce statut d'objet pour qu'il devienne un sujet critique. Qu'il ne soit plus dans une culture-consommation mais dans une culture-crédation. C'est ça la révolution culturelle. Je me crée et je crée par le fait que je suis acteur. Je suis capable d'engendrer des processus qui conduisent à une transformation de la société⁵. C'est peut-être un rêve mais je dis toujours que le rêve n'est pas quelque chose d'irréalisable, c'est quelque chose qui demande un effort continu et c'est de cette façon-là que nous réaliserons l'utopie.

Et comment voyez-vous l'alphabétisation dans cette optique de révolution culturelle ?

L'alphabétisation conscientisante n'est pas neutre. L'apprentissage formel de la lecture et de l'écriture, ça c'est neutre. J'apprends à lire et écrire comme j'apprends le code de la route ; j'apprends un code de communication qui est lire et écrire. L'alphabétisation conscientisante est une lecture-écriture de ce qui se vit, de ce qui est au centre de la culture d'un homme. Elle vise à promouvoir une approche critique de la réalité en faisant appel à une motivation fondamentale de l'homme : la valorisation de l'expérience vécue. L'alphabétisation conscientisante pousse les groupes et les hommes écrasés ou en situation de précarité à avoir une conscience claire de leur situation objective. C'est une éducation libératrice qui est opposée à l'éducation-objet que Paulo Freire appelait l'éducation domesticatrice, c'est-à-dire

⁵ L'ouvrage de Colette Humbert (INODEP), *Conscientisation. Expériences, positions dialectiques et perspectives* (L'Harmattan, 1976) explique aussi cette phrase de Paulo Freire. Pour elle, il s'agit d'une mise en garde contre une certaine récupération de la conscientisation quand elle ne poursuit pas un objectif révolutionnaire. Selon l'auteure, le terme « révolution culturelle » signifie que la révolution (comprise dans un sens marxiste, soit la transformation du système économique capitaliste et l'instauration de nouveaux rapports de production) doit se faire dans une société autogérée activement par tous ses membres, à tous les niveaux et dont les modalités sont à inventer par les masses populaires concernées d'après leur génie propre et dans une créativité collective (aspect culturel de la révolution).

une éducation où on devient les exécutants d'un système. L'alphabétisation conscientisante mise au contraire sur la capacité de tout homme et de tout groupe à être créateur de culture et sujet de l'histoire. Si l'apprentissage de la lecture n'est pas lié à cette éducation libératrice pour rendre la personne créatrice de culture et sujet de l'histoire, on est à côté de l'alphabétisation telle que la concevait Paulo Freire, telle que je la conçois aussi. C'est la ligne fondamentale : l'alphabétisation a pour visée non seulement d'apprendre la maîtrise de la lecture et de l'écriture des mots mais la lecture-décryptage et la lecture-transformation du milieu dans lequel on vit. Elle ne suppose donc pas une accumulation dans la mémoire de phrases et de concepts détachés de la vie mais c'est une attitude de création et de récréation dans laquelle ni le contenu de la connaissance ni le processus d'acquisition de la connaissance ne sont neutres. Plus je connais le monde dans lequel je vis, plus j'acquiers les bases pour me transformer et pour transformer le monde. C'est-à-dire que je me crée et je crée par le fait que je suis acteur, je suis en train d'engendrer des processus qui conduisent à une transformation de la société. Je dirais aussi que l'éducation, c'est conduire quelqu'un à partir d'un endroit vers un autre. Et connaître, c'est naître avec. Donc je me transforme et je deviens quelqu'un à partir du moment où j'entre dans ce mouvement de naissance et de connaissance. Connaître la lecture et l'écriture, c'est naître avec les mots et en faire quelque chose de dynamique. Et l'éducation, c'est vraiment amener les personnes à progresser à ce niveau-là : des hommes inachevés en devenir dans un monde aussi en devenir, des hommes qui se savent sujets d'une histoire à écrire, comme le disait Ernst Bloch.



Source : *Un processus libérateur*, in *La conscientisation selon Paulo Freire*, Vivant Univers, n°308, janvier-février 1977, p. 25

Pensez-vous dès lors que l'apport de Paulo Freire soit universel ? Qu'il soit le même pour tous les pays, tous les continents, dans tous les contextes économiques, sociaux et politiques ?

A Paris en 73, il y avait là des personnes d'origines diverses : des Africains, des Thaïlandais, des personnes de quartiers populaires de Paris... Toutes expliquaient comment elles vivaient l'alphabétisation conscientisante. On sentait bien que les réalités étaient différentes mais les questions étaient les mêmes partout. Les problèmes de logement, de santé, d'accès à l'eau... se retrouvaient aussi bien en Afrique, qu'en Thaïlande ou qu'à Paris. Dans sa conception de l'alphabétisation conscientisante, Paulo Freire disait toujours qu'il fallait tenir compte de la culture des personnes présentes et en même temps de leur environnement social et politique. Jamais il n'a voulu ériger sa pensée en doctrine. Je dirais qu'il a lancé une expérience dont nous devons nous inspirer pour la traduire dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui.

[...]

Pouvez-vous donner un exemple concret de ce qui se fait déjà ?

Je peux citer une expérience que je vis à l'intérieur du *Réseau wallon de lutte contre la pauvreté*. Il y a deux ans, on a travaillé sur la santé, le logement et l'emploi avec les gens.ⁱ Ils ont créé eux-mêmes des moyens d'expression pour dire leur réalité. Puis, on est passé à l'analyse. Toujours avec les gens mais aussi avec les associations. Les travailleurs et les animateurs ont fait tout un exercice d'analyse de leur propre rapport à la santé, au logement, etc. Ensuite, on a travaillé avec des institutions. Par exemple, pour la santé, avec les mutuelles pour confronter nos approches respectives. Et maintenant, on en est à la formulation de propositions. On travaille en intégrant à la réflexion des personnes en situation de précarité, des travailleurs sociaux et des chercheurs qui viennent là pour apporter leur expertise dans un souci de parfaire les propositions. On exige de ces experts qu'ils parlent un langage accessible à tous. Enfin, vers le mois de mai de cette année, nous irons rencontrer les politiques pour discuter avec eux des propositions et voir comment elles pourraient être mises en application. C'est ce type de démarche qui correspond pour moi à *l'éducation pratique de la liberté*ⁱⁱ. C'est une éducation qui ne porte pas sur l'homme abstrait ni sur le monde sans l'homme mais sur les hommes en relation avec le monde. C'est encore Ernst Bloch qui le dit. Dans cette éducation, le but de l'éducateur n'est pas seulement de faire apprendre aux gens quelque chose mais de chercher avec eux les moyens de transformer le monde dans lequel ils vivent. [...]

Propos recueillis par Sylvie-Anne Goffinet

ⁱ Des apprenants d'Alpha 5000 ont participé à ce travail. Voir : Marie DELCOMMINETTE, *Participer autrement*, in *Journal de l'alpha*, n°153, juin-juillet 2006, pp. 10-11.

ⁱⁱ Titre d'un autre ouvrage de Paulo Freire.